

Le nouveau projet local. Cultures et proximités.

Philippe MADEC

Dans le cadre d'un colloque tenu à Brest en deux mille trois, à l'aune de la nouvelle conscience planétaire, Daniel Le Couédic invitait à la poursuite de questions fondamentales, archaïques, c'est-à-dire depuis bien longtemps en actualité permanente : « *Architecture, contextes, identités* ». Six ans plus tard, le propos s'élargit. En ne nommant pas l'architecture dans le titre de ce colloque, vous laissez la porte ouverte à l'établissement humain en son entier au cœur duquel la question de l'habitat préoccupe, mais sans que ni l'habiter ni l'architecture ne s'y réduisent. Cette ouverture est une opportunité fort utile pour entamer un débat quant à la culture et l'identité. Et ce à un moment crucial, c'est-à-dire à la première occasion où nous pouvons enfin (sans pour autant abandonner nos combats éco-responsables) nommer les chausse-trappes d'un développement durable ou d'une décroissance conviviale, qui se prennent justement les pieds dans les questions de la culture et de l'identité.

Pourtant, ne pas nommer l'architecture constitue une situation troublante. Je ne doute pas que cette absence nous permette d'échapper à certains débats disciplinaires, souvent autistiques. Je sais qu'il est parfois utile de se passer du mot. Je l'ai expérimenté lors de l'écriture au long cours d'un ouvrage à paraître sur l'architecture et la paix. Dans l'introduction, j'évoque qu'« un jour, libérateur, j'ai décidé, advienne que pourra, de ne plus utiliser les mots « architecture » et « architecte », mots lourds de trop de sens, bien souvent de non-dits, surtout d'un malentendu à cause duquel Monsieur et Madame Tout-le-monde se sentent exclus. Supprimer ces deux mots (sauf une fois) engageait à ne plus faire l'économie du sens. Il me fallait dire ce qu'ils recouvrent. Libéré et face au vide enfin ouvert, la certitude de parler d'architecture m'a emporté. Tout s'est chargé en conséquence »¹. Récemment dans le livre *L'indéfinition de l'architecture*, nous avons proposé, avec les philosophes Benoît Goetz et Chris Younès, cette idée que l'architecture était indéfinie, qu'il s'agissait là d'une chance qu'il ne faudrait surtout pas refermer. « Que l'on se passe aujourd'hui couramment de toute définition de l'architecture n'est pas très étonnant quand on sait que ce sont des architectes eux-mêmes dont on se passe pour bâtir. Trente pour cent seulement des bâtiments sont construits en France par des architectes ; dans le monde, ce pourcentage descend sous dix pour cent. Mais que l'on s'en passe dans les actuelles conditions historiques d'une indispensable réviviscence

de l'établissement humain, voilà qui interroge l'idée même d'architecture, pour le moins sa pratique, voire son destin. Alors que le Modernisme est achevé, alors que nous avons pu célébrer la fin du Postmodernismeⁱⁱ, alors que nous sommes entrés dans une époque que nous ne savons toujours pas nommer, la question du sens de l'architecture s'impose à nous. »ⁱⁱⁱ

Aborder la culture, l'identité, l'habitat et l'habiter, c'est parler du monde, de son sens, et en cela nous parlons d'architecture. Mais en ne nommant pas l'architecture, on participe d'une dérive contemporaine qu'illustre l'absence de la culture comme quatrième pilier du développement durable. Prenez le texte de la Loi Grenelle 1. Cherchez le mot architecture. Il est introuvable. Ou bien cherchez le mot « culture », il apparaît vingt fois, 17 fois dans « agriculture », 1 fois dans « sylviculture » et deux fois isolé au sujet des « cultures de protéagineux et autres légumineux » puis des « cultures dites mineures » à propos de la réduction des usages de produits phytopharmaceutiques et des biocides. Pourtant on y aborde très largement la question de l'habitat et de son expression bâtie : le logement. Il est donc possible de parler d'habitat et de logement sans parler d'architecture. Pourquoi est-ce possible ? Sans doute parce que l'hégémonie de la réponse technique à la crise environnementale, et plus largement planétaire, court-circuite la culture. D'ailleurs, il n'est qu'à lire la phrase de la Loi Grenelle 2 dans laquelle se trouve le seul adjectif « architectural » : l'Etat « encouragera la réalisation, par des agglomérations volontaires, de programmes globaux d'innovation énergétique, architecturale, paysagère et sociale, en continuité avec le bâti existant, qui intégreront dans leurs objectifs la préservation et la rénovation du patrimoine existant, le développement des transports en commun et des modes de déplacement économes en énergie, la prise en compte des enjeux économiques et sociaux, la réduction de la consommation d'espace et la réalisation de plusieurs éco-quartiers. » Certes, ce programme d'actions est vertueux. Mais voilà le social, le paysage et l'architecture perçus comme des instruments d'innovation technique au même titre que l'énergie. Quant à la présence du mot « architecture » dans la Loi Grenelle 1, la réponse « introuvable » est lapidaire. Malheureusement, c'est vrai. Vrai dans le texte et vrai hors du texte. L'architecture est à présent quelque part, entre une technique hégémonique (HQE, Passif, BBC, photovoltaïque, puits canadien, double flux, isolation par l'extérieur, Ubat, etc.) et

une ville présentée sous le seul horizon métropolitain. On ne peut qu'en être accablé. Ne sommes-nous pas de ce pays qui a déclaré la culture quatrième pilier du développement durable ? Le discours de Jacques Chirac à Johannesburg : « la maison brûle et nous regardons ailleurs » ne reste-t-il pas un moment fort de l'histoire mondiale du développement durable ? Sans doute vous dites-vous que je m'éloigne de notre sujet. Mais non. Si j'en viens à la culture comme quatrième pilier du développement durable, c'est que son absence pèse et ne permet pas d'interroger, sous un nouveau jour, la question si problématique de l'identité.

Lorsqu'en 1987, Gro Harlem Brundtland remet le rapport « Our common future », elle ne fait pas que vulgariser la notion de développement durable, c'est-à-dire un développement « *qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* »^{iv}. En proposant un nouveau *Contrat Social* à l'échelle planétaire, elle engage une conception éthique du temps, elle annonce l'avenir à la lumière de ce qui nous reste en commun. Après l'amnésie des modernes (« du passé faisant table rase ») a succédé l'hérésie postmoderne (le présent permanent) qui déconstruisait jusqu'à ce qu'il ne reste finalement qu'une douteuse morale médiatique. C'est dans cette situation précaire que s'est profilée la conscience environnementale, un regain de lucidité qui permettait de penser au présent comme étant à la fois l'hypothèse et la condition de l'avenir. Voilà qu'il nous faut de toute urgence repenser à l'avenir. Nous voilà entrés dans une époque où la nécessaire révolution du quotidien, annoncée par Peter Sloterdijk, répond à l'éventualité de l'avenir : « Pendant que les différentes scènes de la culture travaillent à valoriser la nouvelle instabilité, saluent le chaos et célèbrent l'inconséquence », écrivait-il en 1993, « on assiste depuis quelques années à une discussion d'un type nouveau ; partie des cercles écologistes, elle a été reprise par les milieux de l'économie et porte sur la durabilité - *sustainability*. On commence peu à peu à comprendre que l'actuel *way of life* et le long terme sont deux choses qui s'excluent totalement l'une l'autre. »^v La question s'ouvre alors : comment dans un projet de sauvetage planétaire mondialisé et confronté à la nécessité de production d'une rupture avec nos *ways of life* anciens, pouvons-nous et devons-nous affirmer une identité ? L'engagement de la culture s'impose, mais de quelle culture parlons-nous ? La grande culture, la patrimoniale, ou plus largement celle que définit Paul Ricœur comme « figure historique cohérente »^{vi} ? Et comment se construisent les cohérences aujourd'hui ?

Le cadre général des cohérences à venir s'inscrit dans la nécessaire invention d'un nouveau savoir-vivre-le-monde. Voilà pourquoi je suis si attaché à la dimension du quotidien du « Petit homme » comme disait Alvar Aalto^{vii}. Les « petits gestes » font le quotidien, ils contribuent au sauvetage planétaire : ne pas laisser couler l'eau quand on se lave les dents, manger bio et moins de

viande, rouler à vélo, éteindre la lumière dans les pièces vides, baisser le chauffage, trier les déchets, etc. Ces petits gestes sont indispensables. Mais ils ne suffisent pas, car l'importance de la crise planétaire accrédite la radicalité du propos de Sloterdijk. Elle concerne la vie des gens au quotidien, une quotidienneté, dont le philosophe italien Gianni Vattimo rappelle qu'elle est « *toujours historiquement qualifiée et culturellement dense* ». ^{viii} Le monde déjà-là, celui qui nous environne, est le monde des préoccupations de la quotidienneté, celui de toutes nos habitudes journalières. Il ne s'arrête pas aux choses de tous les jours, aux petits gestes eux-mêmes, mais à l'ouvrage à faire, à la vie à vivre ensemble dont les gestes simples et concrets soudent la tenue. Notre condition se comprend dans un permanent va-et-vient entre ces deux niveaux, entre l'utilité et la préoccupation, entre l'activité affairée et le souci de soi et de l'autre. « *Le plus important, ajoute le sociologue Henri Lefebvre, c'est de noter que les sentiments, les idées, les styles de vie, les jouissances se confirment dans la quotidienneté* »^{ix}. Ce monde commun est le monde en commun, la quotidienneté engage la présence de l'autre. Elle manifeste une coexistence avec le monde lui-même, les gens et les choses. C'est là que se joue la nécessaire révolution à mener, et que se déjouent les pièges de la pensée abstraite, systémique.

Dans l'installation des démarches de développement durable dans le monde, des constantes apparaissent, notamment l'hégémonie de la résolution par la technique de la crise environnementale. Pourtant, la nécessaire révolution des mentalités et des modes de vie qui nous réclame tous, ne se propagera pas seulement dans l'application de procédures techniques ou la mise en œuvre de techniques environnementales, même pertinentes. Ces procédures et ces techniques ne trouvent leur justesse dans la durée que si leur usage ordinaire par Monsieur et Madame Tout-le-Monde est compris et correct. Si pallier les excès passés de la technique requiert la technique, force est d'admettre que la valeur d'une technique dépend de l'usage qu'on en a. Les résultats dépendent des usages, et les usages procèdent de la culture, de ces figures historiques cohérentes et de leurs évolutions.

L'oubli, à l'origine, de la culture comme pilier du développement durable étonne. Le rapport Brundtland précisait bien pourtant que « *deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de " besoins ", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.* »^x Or les notions de besoin, d'état des techniques et des organisations sociales dépendent de l'histoire des peuples, des cultures et de leurs expressions quotidiennes.

Contre la prépondérance des réponses techniques, des voix se sont

élevées. J'ai parlé de Jacques Chirac, sous la plume de Nicolas Hulot, annonçant à Johannesburg que « *la culture s'imposera peu à peu comme le quatrième pilier du développement durable aux côtés de l'économie, de l'environnement et de la préoccupation sociale* ». En 2002, l'Indien Rajendra Pachauri, président du GIEC, dénonçait déjà le poids des spécialistes de la science atmosphérique, ses propres spécialistes. Il exposait que la compréhension sociale et culturelle des politiques énergétiques serait la condition *sine qua non* des actions concrètes dans les divers pays^{xi}. Au-delà du réquisitoire, il s'était agi pour lui de mettre en évidence l'écart entre la pensée technique abstraite, due au caractère universel des données physiques, et les conditions quotidiennes de la vie humaine toujours localisées. Dans les domaines de la ville et de l'architecture, la revendication de la culture comme pilier du développement durable, renvoie à la notion de projet, et pas seulement à la protection des diversités culturelles. Même si nous assistons à une conscience mondialisée de la situation planétaire, et même si le projet est globalisé (il faut sauver la planète, rappelle le panda du WWF aux enfants des écoles du monde entier), les modalités d'actions sont contextualisées dans les cultures. Une belle idée n'est jamais réalisée si elle n'est pas comprise, appréhendée, faite leur par ceux qui la vivront. Ce qui est approprié l'est à une société et par une société. De fait la réalisation des idéaux de notre humanité éprise de solidarité face au péril commun, dépend des cultures, qui ne forment plus le cadre, mais le moyen dialectique du passage au réel. Recourir aux cultures sert à rendre locales les approches techniques, plutôt que de laisser libre cours au dictat d'une approche technique universalisée. Malgré sa dérive systémique, le développement durable contribue à souder le quotidien et les expressions locales, car un principe de réalité l'habite. Le slogan « Penser global, agir local » mis en avant lors de la *Conférence de Rio de Janeiro* en 1992 l'exprime ; il préside à la mise en place des « Agenda 21 » qui transforment les traités internationaux en actions territoriales, voire communales, ordinaires donc. Mais ces engagements locaux indispensables au déploiement de l'engagement global peuvent produire des retranchements protectionnistes : le développement des filières locales, des circuits courts de distribution au nom de la réduction des émanations de gaz à effet de serre sont susceptibles d'enclencher des replis vers les lieux, voire des tentations communautaristes auxquels n'échappent pas même les plus farouches militants des habitats groupés. Seules les actions locales qui engagent des coopérations lointaines peuvent nous prémunir des retranchements.

Revenons à la stricte question de la recherche de l'identité indispensable quand on s'interroge sur la relation d'une société à ses lieux. Elle passe par les retrouvailles avec un territoire, plutôt qu'avec la seule histoire.

L'identité est essentiellement un projet d'avenir, un projet de terrien, surtout aujourd'hui. Nous sommes dans une situation historique qui demande d'amorcer une rupture avec des positions millénaires de l'humanité, vis-à-vis de la terre et vis-à-vis d'elle-même. Je l'avais écrit en 2003 : « le développement durable est tout sauf un retour au bon vieux temps et ne se résout pas dans le recours au bon vieux bon sens ». Mon propos d'alors sur l'insertion, qui s'intitulait « l'avenir des lieux », s'achevait sur cette idée^{xii} : « Le goût du même, la vision angélique et patrimoniale du monde déjà là, la valorisation de l'instant présent, le déni du progrès et de l'avenir et la survalorisation de l'image répondent à la situation contemporaine de mondialisation des échanges et de la culture. Situation qui encadre toute quête identitaire. Quête qui, chez ceux qui ne font pas l'effort de la culture, des passerelles et des ponts, mène à un repli dans le lieu, par peur. Le lieu plutôt que le lien. Repli même dans la HQE qui repose sur le principe d'un extérieur malade de pollution, qui engage à ne pas le dégrader davantage, et propose de créer un intérieur sain, isolé et protégé du dehors par la technique. [...] Il nous faut maintenant réinterroger la modernité et pas seulement selon un mode négatif. [...] Et que pour y parvenir il serait utile de passer du lieu à l'environnement ; au-delà du lieu. Nous n'habitons plus seulement les lieux, nous partageons la terre. Nous ne sommes plus protégés dans nos horizons, nous savons que ce qui est au-delà de l'horizon nous concerne [...] Longtemps, on pensa que le monde des hommes était pris dans une expansion infinie. Progrès de la science et des techniques, théorie de l'expansion, développement économique, certitude d'une exploitation sans fin des ressources naturelles : toute l'idéologie menait à cet enthousiasme ; délire, diagnostiquera-t-on. L'histoire récente a délivré une autre vérité. Nous savons depuis Hiroshima que nous vivons dans un monde fini. Le monde terrestre se déploie à l'intérieur d'une totalité, et nous donc. Nous ne sommes pas en expansion, même si notre nombre augmente, même si l'inflation de l'économie existe ; nous sommes en insertion, à l'intérieur d'un monde connu, au cœur d'une histoire dont le dessein se donne. Chaque venue au monde n'élargit pas le monde, mais lui confère plus de densité, et — nous le savons — plus de gravité. C'est un peu plus d'humanité chaque fois ajoutée à la sphère de notre existence. Ainsi l'insertion d'une architecture ne se pose plus principalement vis-à-vis du lieu mais vis-à-vis de l'environnement. Non plus seulement dans les lieux mais sur la terre. Nous sommes face à une œuvre difficile : agir pour sauvegarder la possibilité d'un établissement humain sur terre, tout en gardant un devoir de mémoire. Il nous faut désormais insérer demain dans aujourd'hui, insérer l'avenir, inscrire l'avenir au programme des lieux ».

Alors comment le faire ? Voici deux réflexions et un chemin.

Mon atelier est engagé avec les urbanistes belges Smets et italiens Secchi & Viganò pour réfléchir à l'avenir du Val de la Durance de Briançon à Avignon. Parallèlement mon département à l'Ecole Nationale d'Architecture de Lyon a été invité avec sept universités européennes dans le cadre du programme ANTIPODIUM à réfléchir sur l'avenir du Vorarlberg. Dans les Vals de Durance envahis par l'autoroute, le canal EDF, les lignes à haute tension, les routes nationales élargies pour les convois exceptionnels menant à Cadarache puis à Iter, l'élu d'un village absolument charmant nous dit : « nous n'avons pas d'identité, n'en cherchez pas ». Dans le Vorarlberg, la position est autre. Cette région d'Autriche, pauvre et rurale il y a peu encore, est devenue le haut lieu de l'architecture éco-responsable, l'architecture de l'habitat passif y a été inventée. Dans ce territoire grand comme un demi-département français, il y a autant de belles architectures que dans toute une région de France, si ce n'est davantage. L'identité du Vorarlberg, sans rompre avec ses racines, a changé : de rurale la voilà passive et technologique. A ce pic de leur histoire architecturale, les habitants regardent leur territoire et réalisent qu'ils n'ont pas d'aménagement du territoire, pas d'urbanisme. Leur avenir est là, leur progrès est là, dans l'invention de leur territoire durable, dans l'invention de l'*en-commun*. Ce faisant, ils se lancent sur la voie (ce dont ils me semblent capables) de rouvrir la boîte de l'identité sans tomber dans les écueils du repli, c'est-à-dire la grande œuvre actuelle : la réhabilitation du monde, voire son ré-enchantement^{xiii}, la réconciliation d'une société et de ses territoires. Plutôt qu'à sa fabrique de toutes pièces, il nous faut viser à la réforme du monde étant *déjà-là*, son réagencement, sa réhabilitation mais entendue de la littérature : « Je voudrais bien vivre assez pour voir Dreyfus réhabilité », notait Marcel Proust^{xiv}. Ravoir l'état préalable - avant lambeaux - du monde dont la charge éphémère nous échoit, est une chimère qui interdit toute retrouvaille viable avec l'histoire. L'approche fonctionnaliste échoue là, surtout dans notre champ où l'hégémonie des fonctions économiques et techniques contribue à la défaite de l'espace public. La réhabilitation comme réconciliation s'anime sous un jour culturel, de préférence à son acceptation « technique du bâtiment ». Elle vise la refondation. En ce sens il m'arrive souvent de critiquer la seule gestion de la situation, même une gestion de bon père de famille. Chaque action, à quelque échelle qu'elle soit menée, participe à une refondation des lieux et des sociétés où elle se déroule. Mais de quelle refondation s'agit-il ? Nous visons la refondation, ressentie, incorporée, pour rétablir l'estime entre un territoire, ses habitants et ses aménageurs. Elle passe par de nouvelles interprétations du territoire, de nouvelles manières de jouer avec le monde. Il ne suffira pas d'amender notre monde pour sortir de la situation actuelle.

Voici une piste : la proximité. Partageons avec Peter Sloterdijk que l'espace prime, que « la vie est un questionnement constant, formulé après coup, sur les connaissances que l'on a sur l'espace d'où tout découle »^{xv}. Mais dans quel espace ? Sortis des conceptions moderne et postmoderne, nous appartenons à l'espace d'une intériorité continue, celui de la terre commune. Trop attachée aux bâtiments et aux artefacts, la résolution actuelle de la crise environnementale ne rend pas compte de cette révolution. Il ne s'agit ni de l'objectif visant à la création d'intérieur sain, ni de cet accroissement continu des intérieurs climatisés. Nous vivons un espace dont la continuité est définitive, malgré les expressions hétérogènes des communautés^{xvi}. Pour l'homme, plus de dehors sur terre. Les deux faces de notre monde : biosphère et monde virtuel, produisent le même espace, une immense intériorité, finie mais dont l'étendue serait telle que l'esprit la perçoit infinie. Une nouvelle étendue, pas seulement un sol, une atmosphère^{xvii}. L'atmosphère d'une multitude, à la fois : air, climat, ambiance, environnement, décor et biosphère d'une humanité qui renferme encore quelques inconnues. Dans ce milieu partagé, l'architecture condense les échanges d'énergie : donner, recevoir et troquer avec le monde *déjà-là* fabrique une fête d'autant plus quotidienne que le voisinage est serré. Face à la nécessaire invention d'un autre savoir-vivre la ville, d'ambiance pour un mieux-être urbain et de lutte contre toutes les pollutions, les forces collective et individuelle sont convoquées ensemble avec la matière. Une autre spatialité s'élabore, cette atmosphère de la multitude.

Le territoire où s'étend l'atmosphère de la multitude est un volume d'air partagé, selon Olivier Balay, un volume d'air commun à une culture urbaine et à ses expressions, toujours localisées. Il est illusoire de penser atteindre par le seul savoir technique, une réalité cachée et ultime de l'espace architectural et urbain dont dépendrait le bonheur futur du citoyen. Il est, par contre, essentiel d'inventer un mode de projet qui aborde l'architecture et la ville d'une façon moins aliénante, et prenne en compte l'homme de l'art, l'habitant avec son art de faire et leurs actions esthétiques réciproques. Un rééquilibrage s'impose entre le vivant et l'érudit, le perçu et le construit, le ressenti et le raisonné, entre le faire, qui prime le dire, et les mots, qui ont autant d'importance que le dessin. L'explication d'un espace à venir déborde le cadre du relevé, de l'étude d'ensaulement, du diagnostic sonore, olfactif ou aéralique ; elle vise à la représentation des compétences que les habitants déploient pour établir un rapport affectif avec le monde, selon leurs cultures et conditions environnementales quotidiennes ; elle mène à envisager des principes, et non des recettes, qui rendent perceptible et proche de l'expérience, une situation de voisinage probable, inscrite dans une culture habitante. On « regarde » l'espace comme un champ de mouvements, d'expériences et d'usages possibles dans les conditions locales.

Lecteur soucieux de phénoménologie, j'en connais les impasses. Si on recherche l'engagement de l'individu par le corps, l'affect et l'usage, pas seulement par la mesure spatio-temporelle, on ne peut pas le percevoir hors de tout contexte historique. Ma sympathie pour l'analyse de Sloterdijk, notamment quant à la mondialisation et l'affaiblissement des identités puissantes mais situées, accroît mon accord avec « le projet local » d'Alberto Magnaghi^{xviii}. Dans la proximité décrite par le philosophe allemand, le projet local, ses alterfontionnalités et valeurs sociales et environnementales se déploient *in situ*. Même si certains archaïsmes humains me motivent (s'asseoir, marcher, se réunir), je refuse toute approche qui tendrait à abstraire, désocialiser et déshistoriciser les comportements. Là se comprend l'intérêt pour le sol, car ne pas s'occuper du sol du quotidien, c'est s'exposer à une abstraction. Le sol est *l'en commun* par excellence, une face locale de la terre, la page où le social peut être saisi dirait Bruno Latour, « par les traces qu'il laisse (au cours d'épreuves) lorsqu'une nouvelle association se crée entre des éléments qui ne sont aucunement "sociaux" par eux-mêmes »^{xix}. Le sol invite, invente une atmosphère, continue intérieure, capable de réassembler le social et ses communautés hétérogènes.

Les concepts de contrée et place, orientation et proximité servant à décrire l'espace chez Heidegger^{xx}, les proxémies de Edward T. Hall, dimension subjective qui entoure chacun et distance physique à laquelle les individus se tiennent les uns des autres selon des règles culturelles subtiles^{xxi}, la proximité comme « état de voisinage forcé avec d'innombrables coexistants de hasard » pour Sloterdijk^{xxii}, « le projet local : une vision politique synthétique » de Magnaghi et l'invention du quotidien chez de Certeau^{xxiii} constituent le fonds théorique d'une montée du projet urbain *éco-responsable*, de la description des conditions matérielles et atmosphériques d'un terrain, de sa mise en perspective pour la transformation durable de l'ensemble du territoire étudié, de la compréhension du rôle refondateur du quotidien dans le projet de ville désirable, de la complémentarité de l'immobilité et de la mobilité, de l'humidité ou de la sécheresse, du retour de la biodiversité dans le projet urbain local, de la relation santé/environnement, de la perméabilité des sols et de la porosité d'un tissu urbain..., finalement de reconnaissance de la différence et de la diversité qui porte les identités.

Si pour certains encore, il n'y a pas d'innovation sans une création consistant « à socialiser des inventions technologiques »^{xxiv}, il me semble que l'innovation en architecture et urbanisme consiste à imaginer l'expérience, l'engagement individuel et collectif de chacun vers l'invention d'un nouveau savoir-vivre le monde, dans une appropriation éco-responsable de situations de voisinage. Elle consiste à redécouvrir la richesse du territoire, alors qu'il y a aujourd'hui un amalgame entre métropolisation comme expression de la globalisation et

perte d'identité. Si l'on s'en tient au territoire français, voyons sa représentation contemporaine. Elle est réduite à un ensemble de métropoles nationales et régionales reliées par de grandes infrastructures. Au-delà, rien : un désert comme si le monde rural avait disparu, et les petites et moyennes villes aussi. Pourtant l'urbanisation généralisée de la planète concerne autant les bourgs que les métropoles. La métropolisation comme destin annoncé des territoires, un destin ? Plutôt une faiblesse de la pensée, juste l'extrapolation de statistiques. Il n'y a pas que l'urbain, le suburbain et la campagne urbaine ; le rural existe, pas seulement comme « suburbain à vocation campagnarde ».

Pour retrouver l'habiter, l'habitat, la culture et l'identité, renversons les schémas bien huilés de la doxa contemporaine. Pour retrouver l'habiter et le temps de l'habiter, penser les territoires à partir de l'habitat et non pas les grands équipements, engager les valeurs de la culture quotidienne, la porter vers demain dans chaque lieu et de la sorte laisser remonter les identités, réfléchissons à la lenteur, voire à l'immobilité. En tout cas, arrêtons de penser systématiquement que la mobilité, même douce, est la clé de l'aménagement du territoire. Pensons l'immobilité, et l'équité territoriale, et la capacité des territoires à satisfaire les siens, et les façons dont un territoire peut se reposer, et avec lui, les siens. Alors nous verrons que la mobilité à tout prix possède un effet pervers : elle légitime l'absence d'équité territoriale, elle est un levier de l'iniquité territoriale. Repensons les grands équilibres, sortons des logiques de compensation. Donnons à chaque territoire la chance d'exister en tant que lui-même, une identité surviendra alors.

NOTES

ⁱ - MADEC Philippe, *L'architecture et la Paix. Eventuellement, une consolation*, éditions Jean-Michel Place, Paris, 2012, p.5.

ⁱⁱ - MADEC Philippe, *EXIST*, éditions Jean-Michel Place, Paris, 2000.

ⁱⁱⁱ - GOETZ Benoît, MADEC Philippe, YOUNES Chris, *L'indéfinition de l'architecture*, éditions de la Villette, Paris, 2009, p.27.

^{iv} - BRUNDTLAND Gro Harlem, *Our Common Future*, accessible sur internet : http://fr.wikisource.org/wiki/Rapport_Brundtland.

^v - SLOTERDIJK Peter, *Dans le même bateau, essai sur l'hyperbolique*, Rivages, Paris, 2002.

^{vi} - RICŒUR Paul, *Histoire et Vérité*, Seuil, Paris, 1955, p.296.

^{vii} - AALTO Alvar, *Alvar Aalto, de l'œuvre aux écrits*, Centre Georges Pompidou, Paris, 1988, p. 170.

^{viii} - Se reporter à STAQUET Anne, *La pensée faible de Vattimo et Rovatti : une pensée fable*, éditions de l'Harmattan, Paris, 1996.

^{ix} - LEFEBVRE Henri, *Critique de la vie quotidienne*, L'Arche ed., Paris, 1961, tome 2.

^x - BRUNDTLAND Gro Harlem, *Our Common Future*, op.cit.

^{xi} - PACHAURI Rajendra, « Les experts étudient l'effet socio-économique de l'évolution du climat », in *Le Monde*, 21 février 2003.

^{xiii} - in LE COUEDIC Daniel, SIMON Jean-François (dir.), *Construire dans la diversité. Architecture, contextes et identités*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2005.

-
- ^{xiii} - GAUCHET Marcel, *Un monde désenchanté ?*, éditions de l'Atelier/éditions Ouvrières, Paris, 2004.
- ^{xiv} - PROUST Marcel, *À la recherche temps perdu*, tome IV, Sodome et Gomorrhe, vol.1.
- ^{xv} - SLOTERDIJK Peter, *Bulles, Sphères I*, éditions Fayard, Paris, 2002, introduction.
- ^{xvi} - WARNIER Jean-Pierre, *La mondialisation de la culture*, éditions de la Découverte, Paris, 1999.
- ^{xvii} - FOL Jac et MADEC Philippe, *Sur le qui vive*, in Techniques & Architectures n°465, avril/mai 2003.
- ^{xviii} - MAGNAGHI Alberto, *Le projet local*, Pierre Mardaga éditeur, Bruxelles 2003.
- ^{xix} - LATOUR Bruno, *Changer de société, Refaire de la sociologie*, éditions de la Découverte, Paris, 2006, p. 17.
- ^{xx} - HEIDEGGER Martin, « Pour servir de commentaire à Sérénité », in *Question III & IV*, éditions Gallimard, Paris, 2002.
- ^{xxi} - HALL Edward T., *La dimension cachée*, éditions du Seuil, Paris, 1984.
- ^{xxii} - SLOTERDIJK Peter, *Le Palais de Cristal. A l'intérieur du capitalisme planétaire*, éditions Hachette Littératures, Paris, 2008, p 254.
- ^{xxiii} - CERTEAU de Michel, *L'invention du quotidien*, éditions Gallimard, Paris, 1990.
- ^{xxiv} - STIEGLER Bernard, in « Télérama », 3 juin 2009, p. 22.